

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2079

Edition du
18 mai 2015

DANS CE NUMÉRO

PSS: le temps des programmes (Yvette Jaggi)

En cette année électorale 2015, le PSS multiplie les publications et tente enfin une expérience

Détricotage de la stratégie énergétique 2050 (Jean-Daniel Delley)

Quand le lobby électrique refuse la logique du tournant énergétique

Les lobbies sont plus voyants, mais moins puissants (Albert Tille)

Au-delà de l'affaire Markwalder

Freysinger, fils de Guillaume Tell (Yvette Jaggi)

La Suisse, singulière ou modèle, n'en finit pas d'intriguer

Convocation des actionnaires (Rédaction)

Assemblée générale ordinaire de la SA des éditions Domaine Public

PSS: le temps des programmes

En cette année électorale 2015, le PSS multiplie les publications et tente enfin une expérience

Yvette Jaggi - 17 mai 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27610>

Cinq semaines avant la dernière votation fédérale de la législature, cinq mois avant les cinquantièmes élections nationales de l'histoire suisse, le groupe socialiste des Chambres fédérales fait connaître ses [objectifs](#) pour les années 2015 à 2019.

Bel effort de réflexion prospective à moyen terme et d'information avancée aux électeurs de cet automne, qui peuvent ainsi savoir à l'avance pour quels projets ils voteront s'ils glissent une liste socialiste dans les urnes le 18 octobre.

En quelque 90 pages, les élus de la législature finissante dressent à la fois un bilan relativement optimiste de leur travail et le catalogue détaillé de 30 objectifs ambitieux, prioritaires dans les six domaines d'activité fédérale les plus importants selon le groupe socialiste: politique sociale et de la formation; politique financière et économique; ressources naturelles, mobilité et service public; égalité, démocratie, Etat de droit et droits politiques; politique des médias, d'Internet et de culture (*sic*); Europe, politique extérieure et affaires internationales; sécurité, droit pénal et paix.

Trente objectifs en 90 pages

Même dévalorisé en français par une traduction déficiente,

l'effort de formulation aurait mérité de retenir l'attention des médias. Sans doute découragée par l'ampleur de l'ouvrage ou tout simplement par son absence d'actualité immédiate, la presse, de Suisse romande en tout cas, n'a guère donné écho à la publication des *Objectifs socialistes pour la législature 2015-2019*. Le 13 mai, on peut tout juste lire en bas de page des journaux quelques lignes extraites du résumé rédigé la veille par l'ATS.

Plus développé en Suisse alémanique, l'écho médiatique ne s'avère guère positif. La radio [DRS](#) a certes diffusé trois minutes d'interview du président de groupe Andy Tschümperlin, mais dans les heures qui ont suivi une trentaine de commentaires acerbes ont déferlé sur le site, dont les plus critiques ont recueilli l'adhésion de dizaines d'internautes.

Dans l'ensemble, les signataires reprochent aux socialistes de multiplier les revendications au point de se contredire et de ne pas voir, par exemple, que la libre immigration empêche la préservation de l'environnement et la transition énergétique. Où l'on sent qu'Ecopop a certes perdu dans les urnes mais pas forcément dans les têtes.

Plus sérieusement, la NZZ commente les objectifs socialistes et pousse la simulation de leurs effets jusqu'à l'absurde. A force de vouloir «*plus d'Etat*» sans se préoccuper de le financer, le PS va faire monter la [quote-part fiscale](#) à... 100% du revenu des ménages.

Cette invraisemblable perspective serait causée par une aveuglante idéologie du tout social si chère au PS. Sauf que la droite ne perçoit pas que cette préférence socialiste s'accroît en réaction proportionnée au sursaut contemporain du libéralisme à tout va, à l'aggravation des inégalités sociales et à la multiplication des programmes d'économie, voire d'austérité, qui sévissent dans tous les pays, Suisse comprise.

Christian Levrat, président du PSS, parle depuis quelques mois des élections à venir comme d'un [affrontement](#) direct entre les deux blocs bourgeois et progressistes, au détriment probable des formations réputées centristes. Ce pressentiment se vérifiera peut-être dans les urnes et dans la composition des Chambres fédérales. Mais les exécutifs, tous niveaux confondus, resteront condamnés à pratiquer une forme de concordance. Pour autant que les socialistes ne se retrouvent pas éjectés des

gouvernements, comme ils l'ont été récemment dans les cantons de Bâle-Campagne et de Lucerne - ou tout simplement qu'ils n'en soient pas absents comme à Glaris ou à Schwyz.

Une plateforme électorale en dix projets

Plus concise que la longue liste des objectifs pour la prochaine législature, la [plateforme électorale 2015](#) du PSS, votée lors de son Congrès du 14 février dernier, se concentre sur «10 projets pour une société juste, ouverte et solidaire». Du concret, facile à comprendre sinon à réaliser: des salaires équitables, des logements abordables, des retraites solides.

On y retrouve l'objet des prioritaires [trois combats](#), essentiellement défensifs et conservateurs, que les parlementaires socialistes auront à mener dès leur assermentation le 30 novembre prochain: *primo* le maintien, à tout le moins, des rentes vieillesse à leur niveau actuel; ensuite la compensation intégrale, à la charge des sociétés et de leurs actionnaires, des pertes de recettes fiscales consécutives à la réforme en cours de l'imposition des entreprises; enfin «*le sauvetage des bilatérales*», seul moyen pour la Suisse d'échapper à l'isolement au cœur de l'Europe.

Justifiées et compréhensibles, ces priorités de circonstance contrastent évidemment avec

les envolées du [programme actuel](#) du parti socialiste suisse, voté en octobre 2010 par un Congrès de Lausanne dont on a pu discuter la représentativité.

Un programme radicalisé par la Jeunesse socialiste

Dans la relecture qu'elle fait aujourd'hui de ce texte fondateur prudemment glissé sous la pile, la Jeunesse socialiste confond délibérément ce que le PSS a nommé sa vision, celle du dépassement du capitalisme, et ce qu'il appelle sa voie, conduisant à une «*démocratie économique d'avenir*» dont il n'est plus expressément question dans les documents publiés ces derniers temps.

Du coup, les Jusos rappellent le PSS à ses responsabilités en publiant leur propre «[plan en cinq points pour davantage de démocratie économique](#)», adopté en Assemblée générale le 2 mai.

Ce texte de deux pages bien tassées constitue un véritable hymne au service public, ce secteur dont il faut absolument prévenir le démembrement et relancer l'expansion. Par exemple en restituant à l'Etat toutes les banques publiques, les cantonales comme la nationale.

Pour la Jeunesse socialiste, le contrôle démocratique doit s'étendre à l'ensemble des institutions actives dans les secteurs-clés que sont l'action sociale, la formation, la santé, la fourniture d'eau et

d'énergie. Autant de prestations et de services à la population qui doivent échapper aux continuels projets de privatisation et de dérégulation concoctés par la droite. Dans l'élan, on visera la collectivisation du sol et celle des habitations, une revendication qui fleure bon l'irréalisme socialiste de l'ère soviétique.

Tout à fait acceptable en revanche, un appui renforcé au secteur coopératif devrait permettre à cette forme juridique bien connue de démocratie économique de mieux fonctionner, ce qu'elle ne peut faire sans un soutien venant d'une collectivité elle-même démocratisée.

Enfin, le plan des Jusos veut consolider les mécanismes de la participation des salariés aux affaires qui les concernent de même qu'aux bénéfices réalisés par leur travail.

Une tentative innovante, enfin

Tout cela sonne peut-être en bonne partie juste, mais semble politiquement extraterrestre. A moins que le PS prenne enfin au sérieux les alternatives et innovations sociales qui constituent cette [Economie de l'avenir](#) à laquelle il consacre, pour la première fois, une journée d'étude le 26 juin prochain à Bienne. Dans sa première version, le programme annonçait seulement la participation de connaisseurs et praticiens de l'«*économie sociale et solidaire*» venus de l'extérieur,

du Québec notamment. Et puis les organisateurs ont repéré des initiatives plus proches.

Bon signe. On respire. Même

en année électorale, l'expérimentation trouve sa place.

Détricotage de la stratégie énergétique 2050

Quand le lobby électrique refuse la logique du tournant énergétique

Jean-Daniel Delley - 13 mai 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27595>

La commission du Conseil des Etats a rejeté une mesure phare de la stratégie énergétique 2050.

Le modèle économique des électriciens - producteurs comme distributeurs - privilégie la croissance quantitative. Il faut maximiser les ventes de kWh. C'est cette logique qui a notamment conduit à promouvoir le chauffage électrique. Pendant longtemps, les collectivités publiques n'ont pu que se réjouir de cette politique qui leur valut, en leur qualité de principales actionnaires du secteur, d'engranger de confortables dividendes.

Ce modèle n'est plus compatible avec les objectifs de la stratégie énergétique 2050. Il ne s'agit pas seulement de promouvoir les énergies renouvelables pour remplacer l'énergie nucléaire. Il faut encore améliorer l'efficacité énergétique pour réduire la consommation.

Pour contraindre les

électriciens à modifier leur modèle d'affaires, le Conseil fédéral propose de leur imposer des objectifs d'efficacité. A savoir une diminution annuelle de leur volume de vente donnant droit à des certificats négociables. Les distributeurs ne respectant pas leurs objectifs pourraient acquérir ces certificats auprès de leurs concurrents ou à défaut payer une taxe compensatoire de 5 centimes pour chaque kWh dépassant l'objectif fixé. Une mesure fort complexe que Doris Leuthard a d'ailleurs renoncé à défendre devant le Conseil national au cours de la [session d'hiver 2014](#). Ce dernier lui a préféré un système de bonus-malus, alors qu'une forte minorité voulait tout simplement supprimer cette mesure. La [commission du Conseil des Etats](#) emboîte maintenant le pas à cette minorité, doutant de l'efficacité de la mesure et craignant de très pesantes formalités administratives.

On peut discuter des détails de

cette mesure. Reste qu'elle relève d'une logique parfaitement adéquate à une politique énergétique de maîtrise de la consommation, tout en favorisant une réorientation de l'activité économique des distributeurs. Pour ces derniers, il ne s'agit plus de vendre de l'électricité mais de répondre aux besoins des consommateurs. Que demandent en effet les consommateurs? De la lumière, de la force et de la chaleur. Le distributeur ne se contente plus de fournir l'énergie demandée. Il offre ses services pour la gestion de cette demande et compense la diminution de ses ventes par la facturation de son expertise. C'est lui qui va optimiser l'éclairage des locaux et le processus de production d'une entreprise, par exemple.

La seule loi du marché, à laquelle se réfèrent les adversaires de ce modèle, n'est pas en mesure de transformer dans ce sens le comportement des distributeurs d'électricité.

Les lobbies sont plus voyants, mais moins puissants

Au-delà de l'affaire Markwalder

Albert Tille - 17 mai 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27605>

Le dérapage de certains lobbyistes fait la une des journaux et des vagues au Palais fédéral. Mais ne nous trompons pas. En Suisse, les groupes d'intérêt étaient plus influents il y a trente ans qu'aujourd'hui, affirme une [étude](#) du politologue genevois Pascal Sciarini publiée à New York et présentée dans [La Vie économique](#).

La recherche de Sciarini, financée par le Fonds national, compare une série de onze décisions politiques importantes prises entre 2001 et 2006 avec des objets de même nature traités dans les années 70 et 80. Elle a utilisé la méthode dite «réputationnelle», qui consiste à interroger chaque participant à la prise de décision sur l'influence des autres protagonistes. Les preneurs de décisions sont – dans le désordre – les groupes d'intérêt, les partis politiques, le Conseil fédéral, l'administration.

Le résultat est clair. En trois décennies, tous les partis politiques ont gagné en influence, à commencer évidemment par l'UDC dont le pouvoir a bondi de 50%. Plus modestement, le PS a gagné 10 points, le PLR 6 et le PDC 4. A l'inverse, le poids des groupes d'intérêt a fléchi, l'Union des paysans d'abord, l'Usam ensuite, puis l'Union syndicale.

Le poids de l'Union patronale suisse reste inchangé. Economiesuisse conserve presque la même influence que son ancêtre le Vorort. Mais l'évolution récente, non prise en compte par l'enquête, semble indiquer le déclin du plus puissant lobby économique.

Le Conseil fédéral gagne quelques points, soutenu par l'augmentation de l'effectif et de la compétence de plusieurs départements de l'administration fédérale. Et de citer les finances, justice et police, l'intérieur ainsi que les transports, l'énergie et l'environnement. Les cantons, autrefois presque absents dans les prises de décision, font une entrée remarquée dans la Berne fédérale.

Le schéma des prises de décisions politiques des années 70 et 80 peut se résumer ainsi: une entente entre les partenaires sociaux dresse à grands traits l'orientation de la politique économique et sociale. Une relation étroite avec l'administration permet de transformer ces ententes en projets de loi ou en décisions gouvernementales. Dans les années 70, le très actif lobbyiste de la Fédération horlogère René Retornaz pouvait confier aux journalistes: «*Nous avons transféré notre meilleur spécialiste au Vorort.*» Ainsi

sous l'œil bienveillant du parti radical, cette corporation de décideurs dominait la phase pré-parlementaire de l'élaboration législative. Une stable majorité du Parlement ratifiait.

Nous n'en sommes plus là. De nombreux projets gouvernementaux sont démantelés ou éliminés. La montée en puissance de l'UDC a rendu plus difficile la majorité bourgeoise au Parlement. La controverse y remplace la discrète concordance d'autrefois. Le Parlement décide, sous réserve du référendum populaire évidemment.

Les lobbies ont évidemment suivi ce glissement progressif des compétences et ont montré un intérêt grandissant aux travaux parlementaires. La réglementation des rapports entre l'Etat et les groupes d'intérêt a été longtemps quasiment inexistante. Elle se limitait à la publication du nom et des prises de position des organisations consultées à bien plaisir par le Conseil fédéral en phase pré-parlementaire.

Les choses ont changé au tournant du siècle. La [Constitution](#) de 1998, puis une [loi de 2005](#) ont strictement cadré les procédures de consultation. La loi sur l'Assemblée fédérale de 2002 impose aux parlementaires de

[signaler leurs intérêts](#), donc leurs rapports avec les groupes de pression. La loi réglemente aussi l'accès au Palais fédéral. Chaque parlementaire a le droit d'accueillir deux invités qui doivent dûment s'identifier. Les groupes d'intérêt sont ainsi ouvertement acceptés, et pas seulement les organisations traditionnelles, mais aussi des lobbies inattendus, voire exotiques, dont le comportement peut faire problème, comme celui de l'agence Burson-Marseller mandatée par un parti kazakh.

L'étude dirigée par Pascal Sciarini donne plusieurs explications à la perte d'influence des groupes d'intérêt. Les problèmes nouveaux de l'énergie, de l'environnement, des infrastructures envahissent aujourd'hui le débat économique. Les intérêts des entreprises à ces objets sont divers. Les associations qui les représentent sont divisées, donc affaiblies. Elles sont également divisées par la mondialisation et la politique

européenne qui effacent les frontières. L'administration, qui mène les négociations internationales sur la fiscalité, l'agriculture, les migrations et les télécommunications notamment, offre une expertise que n'ont pas, ou pas dans la même mesure, les groupes d'intérêt.

Les associations économiques conservent cependant des moyens financiers non négligeables pour tenter de convaincre le décideur final qui se prononce dans les urnes.

Freysinger, fils de Guillaume Tell

La Suisse, singulière ou modèle, n'en finit pas d'intriguer

Yvette Jaggi - 18 mai 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27614>

En 2004, l'historien Gérard Delaloye remontait [Aux sources de l'esprit suisse](#), établissant une filiation de Rousseau à Blocher. En 2015, *La Nouvelle Revue d'Histoire (NRH)* française consacre le dossier de sa récente livraison bimestrielle au thème «*Identité et démocratie*», sous-titré *La Suisse de Guillaume Tell à Oskar Freysinger*.

Un raccourci saisissant qui ferait plutôt sourire si la NRH ne traînait pas la réputation - dont elle ne se défend pas - d'une réelle sympathie pour la droite la plus affirmée.

L'histoire suscite l'engouement d'un grand public. Tant mieux. Voilà une passion qui assure le

succès durable d'émissions du genre de [L'histoire vivante](#) à la RTS ou de [La fabrique de l'histoire](#) à France Culture.

Voilà une passion qui permet le lancement réussi de nouvelles publications, tel [Passé simple](#), mensuel romand d'histoire et d'archéologie dont nous avons salué la naissance ([DP 2055](#)) et qui a passé le cap des 2'000 abonnés en quatre livraisons.

Un modèle qui intrigue

Le modèle suisse intrigue de longue date, fascine même aujourd'hui encore, particulièrement dans les pays de l'Union européenne. Tant mieux aussi. Cela nous vaut en ce mois de mai 2015, célébrations de deux ou cinq

centenaires aidant, plusieurs publications inattendues. Dont deux particulièrement intéressantes.

Il y a d'abord, dans la revue de culture générale [L'éléphant](#), le précieux rappel des dix moments qui ont contribué à façonner la Suisse et vont de 1291, date de sa «naissance» présumée, à la période actuelle, commencée en 1992, pendant laquelle se multiplient les interrogations sur la place que veut ou peut prendre la Suisse en Europe et dans le monde. Le débat reste grand ouvert, déclenché par les questions d'immigration, de rapport à l'Union européenne et des «flux financiers». A noter l'importance reconnue

aux années 1918 à 1937 qui, menant de la grève générale à la paix du travail, ont posé les fondements d'un modèle économique suisse toujours actuel.

Encore plus intéressant, l'entretien, à lire dans la revue de l'Université de Lausanne, avec le professeur [Dominique Bourg](#) qui veut, comme l'annonce le titre de son dernier livre, [Helvétiser la France](#) - il pourrait dire «*Démocratiser la République*».

Il voudrait une France où le système proportionnel et l'esprit de concordance réduiraient à la fois le pouvoir des dominants du moment et la fréquence de conflits aussi insignifiants que coûteux. Et de citer ceux qui font l'apologie du système suisse, de Michel Onfray à Eric Zemmour en passant par Marine Le Pen, laquelle soutient que «*La Suisse a réussi à mettre en œuvre ce que nous réclamons depuis des décennies*». De fait,

si l'on rapportait à la Suisse les scores réalisés en France par le Front national, ce parti se retrouverait dans une position aussi forte que l'UDC.

Oskar Freysinger ne l'ignore pas. Il le confirme dans son long article paru dans le numéro 78 de la *NRH*, pas encore mentionné sur le site de la revue. Pour lui, «*le modèle politique suisse est le fruit d'une longue histoire, d'une gestation parfois difficile [...] mais, toujours, le fil blanc en a été une identité forgée autour d'une histoire et de valeurs communes*».

Quant au système de gouvernance helvétique, il s'est «*construit de bas en haut [...] et se méfie des concentrations de pouvoir, de l'arbitraire, de l'ingérence de forces extérieures*». Un système qui privilégie la démocratie directe, auquel «*le peuple sert de garde-fou: il est à la fois la base de la pyramide du pouvoir et son souverain*». Un système «*où le citoyen prend en main ce qu'il peut faire lui-même,*

sans toujours tout réclamer à l'Etat et, plus important encore, en lui déléguant le moins de pouvoir possible».

Oskar Freysinger se pose sans complexe en fils de Guillaume Tell: indépendance, autosuffisance et souveraineté. Ne rien devoir à l'extérieur, encore moins à l'Etat; se tenir au réduit national ou, mieux, au refuge cantonal ou communal, voire au giron familial. L'ouverture au monde, la Genève internationale et les héritiers d'Henry Dunant s'en occupent.

Et qui s'occupe de contrer Oskar Freysinger? De dénoncer l'amalgame qu'il fait délibérément entre confusion égalitariste et droit à l'égalité de traitement? Qui s'avise de combattre sa rhétorique de l'identité irréductible, de ce refus de l'altérité que l'éditorialiste de la *NRH* célèbre comme «*la résistance opposée par le petit village helvète*»?

Convocation des actionnaires

Assemblée générale ordinaire de la SA des éditions Domaine Public

Rédaction - 15 mai 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27600>

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la SA des éditions Domaine Public sont invités à l'assemblée générale ordinaire de la société lundi 1er juin 2015 à 18h30 au restaurant La Bruschetta, avenue de la Gare 20, à Lausanne.

Ordre du jour:

1. Ouverture de la séance et acceptation de l'ordre du jour
2. Approbation du procès verbal de l'assemblée générale du 2 juin 2014
3. Rapport de gestion 2014: conseil d'administration et comité de rédaction
4. Rapport du réviseur, approbation des comptes et du bilan, attribution du solde

- de l'exercice, décharge aux administrateurs
5. Perspectives d'avenir
 6. Divers

Les actionnaires qui n'auraient pas reçu par la poste la convocation qui leur a été adressée peuvent l'obtenir par un courriel à administration@domainepublic.ch.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

PSS: le temps des programmes

<http://www.sp-ps.ch/fr/publications/conferences-de-presse/objectifs-de-legislature-2015-2019-du-groupe-socialiste>

<http://www.srf.ch/news/wahlen-15/wahlkampf/jetzt-wird-bei-der-sp-wieder-in-die-haende-gespuckt>

<http://www.nzz.ch/meinung/kommentare/waehler-geben-die-quittung-1.18541298>

<http://www.nzz.ch/schweiz/wahlen2015/die-sp-entdeckt-den-klassenkampf-neu-1.18530445>

<http://www.sp-ps.ch/fr/campagnes/elections-2015>

<http://www.sp-ps.ch/fr/publications/communiqués-de-presse/renforcer-les-rentes-eviter-les-pertes-fiscales-sauver-les>

<http://www.sp-ps.ch/fr/parti/nous-sommes-le-ps/notre-programme>

http://www.juso.ch/wp-content/uploads/2015/05/150502_5-Punkte-Plan_Wirtschaftsdemokratie_verabschiedet.pdf

<http://www.sp-ps.ch/fr/manifestation/economie-de-lavenir>

Détricotage de la stratégie énergétique 2050

http://www.parlament.ch/ab/frameset/f/n/4916/452321/f_n_4916_452321_452322.htm

<http://www.parlament.ch/f/mm/2015/Pages/urek-s-2015-04-30.aspx>

Les lobbies sont plus voyants, mais moins puissants

<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0378873315000192>

<http://dievolkswirtschaft.ch/fr/2015/04/les-groupes-de-pression-perdent-de-leur-influence-sur-la-politique-suisse/>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a147>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20032737/index.html>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20010664/index.html#a11>

Freysinger, fils de Guillaume Tell

<http://www.editions-aire.ch/details.php?id=1588>

<http://www.la-nrh.fr/>

<http://www.rts.ch/docs/histoire-vivante/emission/>

<http://www.franceculture.fr/emission-la-fabrique-de-l-histoire-12-13>

<http://www.passesimple.ch/>

<http://www.domainepublic.ch/articles/26574>

<http://www.lelephant-larevue.fr/les-10-moments-qui-ont-contribue-a-faconner-la-suisse/>

<http://wp.unil.ch/allezsavoir/la-suisse-un-exemple-pour-la-france/>

<http://www.editions-aire.ch/details.php?id=1837>

Convocation des actionnaires

<mailto:administration@domainepublic.ch>